



PREFET DE LA MAYENNE

Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté du 1^{er} JAN. 2019

**mettant en demeure la SCEA Ferré, représentée par M. Pascal Ferré et
Mme Sophie Ferré, exploitant un ensemble avicole comprenant
51 370 poulets, 11 000 dindes et 16 000 canards, soit 116 370 animaux équivalents,
au lieu-dit La Brosse à Livré-la-Touche ainsi qu'un élevage de 400 bovins à l'engrais
sur ce même site et au lieu-dit La Peltrie à La Roë**

Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et suivants et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Frédéric Millon, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-P-1611 du 19 septembre 2001 autorisant M. Gérard Croissant à exploiter, après régularisation, à Livré-la-Touche, au lieu-dit les Touches, un élevage porcin de 105 truies, 360 porcelets en post-sevrage et 600 porcs à l'engraissement, soit 987 animaux équivalents ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-P-42 du 17 janvier 2011 autorisant M. Pascal Ferré, demeurant au lieu-dit La Brosse à Livré-la-Touche, à exploiter, après extension, un ensemble avicole de 91 000 animaux équivalents volailles, à cette même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013360-0004 du 26 décembre 2013 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2011-P-42 du 17 janvier 2011 susvisé, modifiant les effectifs portés à 51 370 poulets, 11 000 dindes et 16 000 canards, soit 116 370 animaux équivalents (78 370 emplacements), les effectifs de l'élevage bovin portés à 400 animaux ainsi que le plan d'épandage de l'exploitation et transférant l'autorisation d'exploiter à la SCEA Ferré ;

Vu le courrier en date du 5 février 2016, demandant à M. Pascal Ferré de régulariser sa situation administrative à la suite de la reprise de l'élevage porcin de M. Gérard Croissant, situé au lieu-dit Les Touches à Livré-la-Touche ;

Vu le courrier adressé le 22 mars 2016 à M. et Mme Pascal Ferré faisant suite au contrôle réalisé le 18 mars 2016 par l'inspection des installations classées de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, sur les sites d'exploitation situés aux lieux-dits La Brosse et Les Touches à Livré-la-Touche et La Peltrie à La Roë, leur demandant, d'une part, de fournir les justificatifs des mesures correctives mises en œuvre suite aux non-conformités relevées lors de ce contrôle et, d'autre part, de procéder à la régularisation de la situation administrative des élevages avicole, porcin et bovin ainsi qu'à la mise à jour du plan d'épandage de l'exploitation ;

Vu les courriers de relance adressés les 6 décembre 2016 et 14 mars 2018 à M. Pascal Ferré ;

Vu le rapport du 25 septembre 2018 établi par l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, constatant qu'aucune suite n'a été donnée par M. et Mme Ferré aux courriers des 22 mars 2016, 6 décembre 2016 et 14 mars 2018 susvisés ;

Vu le courrier de l'inspection adressé à l'exploitant en date du 25 septembre 2018, l'avisant de la procédure de mise en demeure prise à son encontre, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection en date du 25 septembre 2018 transmettant le rapport au préfet conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement « lorsqu'un agent chargé du contrôle établit à l'adresse de l'autorité administrative compétente un rapport faisant état de faits contraires aux prescriptions applicables, en vertu du présent code, à une installation, un ouvrage, des travaux, un aménagement, une opération, un objet, un dispositif ou une activité, il en remet une copie à l'intéressé qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative » ;

Considérant qu'en application de l'article L. 514-5 du code de l'environnement « l'exploitant est informé par l'inspecteur des installations classées des suites du contrôle. L'inspecteur des installations classées transmet son rapport de contrôle au préfet et en fait copie simultanément à l'exploitant. Celui-ci peut faire part au préfet de ses observations » ;

Considérant qu'à l'occasion de sa visite d'inspection du 18 mars 2016 aux lieux-dits La Brosse et Les Touches à Livré-la-Touche et La Peltrie à La Roë, l'inspecteur de l'environnement a constaté plusieurs non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, ci-après, énumérées :

- absence de contrôle des installations électriques,
- absence de relevé de la consommation en eau,
- absence de grillage autour d'une fosse à lisier sur le site des Touches,
- absence de dispositif de disconnexion totale sur les réseaux d'alimentation en eau sur les sites des Touches et de La Peltrie ;

Considérant par ailleurs qu'il ressort de l'inventaire de la situation administrative de l'exploitation réalisé à l'occasion de la visite de contrôle, que :

- à la date du contrôle, la SCEA Ferré n'a pas été créée,
- le nouveau bâtiment volailles prévu au dossier de 2013 n'a pas été construit,
- l'effectif avicole est de 53 540 emplacements,
- un atelier de 180 taurillons est exploité par M. Pascal Ferré et un second de 180 taurillons est exploité par Mme Sophie Ferré,

- les exploitants ont repris, sans effectuer les démarches administratives requises, l'activité porcine de M. Gérard Croissant qui bénéficie de l'arrêté d'autorisation n° 2001-P-1611 du 19 septembre 2001 pour l'exploitation d'un élevage porcin de 105 truies, 360 porcelets en post-sevrage et 600 porcs à l'engraissement, soit 987 animaux équivalents, au lieu-dit Les Touches à Livré-la-Touche, avec maintien uniquement de l'activité d'engraissement, pour laquelle 481 animaux étaient recensés lors du contrôle ;
- les contrats d'épandages avec les anciens prêteurs de terre n'ont pas été renouvelés à la suite de la reprise des terres exploitées précédemment par M. Croissant ;

Considérant que malgré les relances adressées les 6 décembre 2016 et 14 mars 2018, les exploitants n'ont pas transmis de dossier de mise à jour de leur situation administrative ni fait part des mesures correctives mises en œuvre à la suite des non-conformités relevées lors du contrôle du 18 mars 2016 ;

Considérant que le rapport susvisé a été transmis au préfet par courrier en date du 25 septembre 2018 ;

Considérant que le rapport susvisé a été transmis à la SCEA Ferré par courrier en date du 25 septembre 2018, réputé notifié le 27 septembre 2018, le pli n'ayant pas été réclamé ;

Considérant qu'en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration, requis en application du présent code, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine » ;

Considérant que le I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que les conditions sont remplies pour faire application de ces dispositions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE

Article 1^{er} : la SCEA Ferré, représentée par M. Pascal Ferré et Mme Sophie Ferré, autorisée par arrêté préfectoral n° 2011-P-42 du 17 janvier 2011 modifié à exploiter un ensemble avicole comprenant 51 370 poulets, 11 000 dindes et 16 000 canards, soit 116 370 animaux équivalents (78 370 emplacements), au lieu-dit La Brosse à Livré-la-Touche ainsi qu'un élevage de 400 bovins à l'engrais sur ce même site et au lieu-dit La Peltrie à La Roë, est mise en demeure, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de déposer un dossier complet comprenant la mise à jour de sa situation administrative pour l'ensemble de ses activités avicole, porcine et bovine ainsi que la mise à jour du plan d'épandage de l'exploitation,
- d'installer un dispositif de disconnexion totale sur les réseaux d'eau sur le site des Touches à Livré-la-Touche et sur celui de La Peltrie à La Roë,
- de réaliser un contrôle de ses installations électriques par un technicien compétent,
- de réaliser un relevé de ses consommations d'eau,
- d'installer un grillage autour de la fosse à lisier sur le site des Touches.

Article 2 : dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, annexé au présent arrêté.

Article 3 : le présent arrêté est notifié à la SCEA Ferré par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Château-Gontier, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Frédéric MILLON

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette - 44041 NANTES CEDEX, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.